

19^e ÉDITION

Conjoncture économique

des entreprises de la Haute-Garonne

→ BILAN & PERSPECTIVES

- | | |
|-------------------------|---------------------------------|
| 2 Édito | 7 BTP - Immobilier |
| 3 Vue d'ensemble | 8 Focus aéronautique |
| 4 Industrie | 9 Analyse par taille |
| 5 Services | 10 Approche Territoriale |
| 6 Commerce | 11 Méthodologie |





ÉTABLISSEMENTS & EFFECTIFS SALARIÉS*

inscrits au RCS de la Haute-Garonne
au 01/07/2020 (hors micro entreprises)

Répartition Évolution
sur 1 an



INDUSTRIE

5 062 établissements
78 635 salariés

8 % + 4.0 %
20 % + 0.3 %



SERVICES

31 975 établissements
203 552 salariés

52 % + 4.1 %
53 % - 1.4 %



COMMERCE

13 269 établissements
63 329 salariés

22 % + 0.6 %
16 % + 0.3 %



BTP-IMMOBILIER

11 176 établissements
41 327 salariés

18 % + 5.0 %
11 % + 2.6 %

TOTAL

61 482 établissements
386 843 salariés

+ 3.5 %
- 0.4 %

*Hors intérim

ÉDITO

Enquête de conjoncture économique auprès des entreprises de la Haute-Garonne : bilan 2020 et perspectives 2021

Dans le contexte inédit que nous connaissons depuis un an, la Chambre de Commerce et d'Industrie Toulouse Haute-Garonne et la Direction Régionale de la Banque de France Occitanie collaborent pour vous présenter la 19^e enquête annuelle de conjoncture. Celle-ci dresse un bilan économique exhaustif de l'année 2020 et formule les projections pour 2021 sur la base d'hypothèses les plus réalistes tenant compte des incertitudes de cette période.

En 2020, la crise sanitaire de la Covid-19 impacte lourdement notre économie départementale en récession de -15,7% des chiffres d'affaires sur un an. Malgré l'ampleur du choc conjoncturel, les entreprises ont su s'adapter et activer les dispositifs d'aides limitant le repli des effectifs salariés à -2,6%. Pour 2021, l'enjeu c'est la reprise ! Les dirigeants, malgré de multiples risques, tablent sur un rebond d'activité de +5,1% qui permettrait d'améliorer les rentabilités d'exploitation mais sans retrouver le niveau d'activité de 2019, ni de renouer avec une trajectoire d'embauche.

Nous tenons à remercier particulièrement les 1 816 chefs d'entreprise qui ont pris le temps de répondre à notre enquête et de dresser leur scénario pour 2021 dans un environnement contraint et difficile. Cette année, notre attention se portera particulièrement sur la résistance du tissu économique départemental et nous serons en soutien des entreprises du territoire pour relever les défis futurs.

Philippe ROBARDEY
Président de la CCI
Toulouse Haute-Garonne

Stéphane LATOUCHE
Directeur Régional
de la Banque de France Occitanie



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE*

des établissements et des effectifs salariés
en Haute-Garonne au 01/07/2020

TOULOUSE MÉTROPOLE

37 communes

Répartition Évolution sur 1 an

37 440 établissements	61 %	+ 3.7 %
286 199 salariés	74 %	- 0.5 %

COURONNE URBAINE

41 communes

9 028 établissements	15 %	+ 3.1 %
53 596 salariés	14 %	+ 0.9 %

2^e COURONNE

274 communes

11 781 établissements	19 %	+ 3.4 %
38 136 salariés	10 %	- 0.3 %

COMMINGES

235 communes

3 233 établissements	5 %	+ 2.0 %
8 912 salariés	2 %	- 1.9 %

*Toulouse Métropole, couronne urbaine (communes ajoutées à Toulouse Métropole formant le pôle urbain de Toulouse), 2^e couronne (espace à dominante rurale sous l'influence du pôle urbain) et Comminges (Pays Comminges Pyrénées).



VUE D'ENSEMBLE

L'économie de la Haute-Garonne marque le pas, stoppée par le coup de frein de l'industrie aéronautique et l'ensemble des mesures empêchant l'exercice d'une activité économique normale. La reprise annoncée en 2021 ne suffira pas à retrouver, ni le niveau d'activité, ni les emplois d'avant crise. Tenant compte des contraintes et des incertitudes globales mais également des fermetures toujours effectives, les chefs d'entreprise restent prudents, l'enjeu portant sur leur capacité à traverser une année certes de rebond mais en demi-teinte.



ÉVOLUTION DU CA

	2020/2019	Prévision 2021
Industrie	- 25,2 %	+ 6,2 %
BTP - Immobilier	- 10,3 %	+ 4,7 %
Commerce	- 3,7 %	+ 1,9 %
Services	- 13,7 %	+ 6,6 %
TOUS SECTEURS	- 15,7 %	+ 5,1 %

2020 : Repli historique de l'activité en Haute-Garonne

En 2020, la crise sanitaire de la Covid-19 pénalise lourdement l'économie départementale à répétition, au rythme des confinements, des fermetures administratives et couvre-feux. L'arrêt du trafic aérien frappe de plus notre territoire au cœur de son atout industriel, la filière aéronautique subissant un ralentissement historique de ses livraisons. Dans ce contexte, deux tiers des entreprises accusent un recul de leur chiffre d'affaires, une récession de **-15,7 %** sanctionne notre économie. Si tous les secteurs, toutes les tailles d'entreprise et tous les territoires de la Haute-Garonne sont touchés, n'en demeurent pas moins des situations hétérogènes. Les difficultés affectent plus particulièrement la métropole concentrant plus de 60 % des entreprises, les grandes entreprises, l'industrie, les services aux entreprises, les services aux particuliers, les hôtels-café-restaurants et toutes les activités soumises à des restrictions administratives. Près de la moitié des entreprises accusent un déficit de rentabilité. Malgré l'ampleur du choc conjoncturel, la baisse des effectifs salariés reste assez contenue, en chute de **-2,6 %**, amortie par l'intérim en variable d'ajustement et les dispositifs d'activité partielle.

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

	2020/2019	Prévision 2021
	- 7,9 %	- 3,9 %
	- 2,0 %	- 1,2 %
	+ 0,8 %	+ 1,0 %
	- 1,4 %	+ 0,7 %
	- 2,6 %	- 0,5 %

2021 : Scenario de reprise contrasté sans reconstitution des emplois détruits

La crise détériore la situation financière des entreprises. Toutefois, 75 % des dirigeants (- 8 pts sur 1 an) rassurent sur leur santé financière et témoignent de trésorerie préservée, notamment grâce aux PGE. Malgré les difficultés engrangées et les risques multiples, les perspectives tablent sur un rebond de **+5,1 %**. 53 % des entreprises prévoient une augmentation de leur chiffre d'affaires et 13 % appréhendent une nouvelle baisse. Cette croissance retrouvée ne rattraperait cependant pas les niveaux d'activité et d'emploi de 2019 et présenterait surtout des scénarii très différenciés selon les branches. Sur les principaux secteurs, après une chute de -25,2 % en 2020, l'industrie progresserait de +6,2 %. Les services se développeraient à hauteur +6,6 % contrecarrant le net recul de -13,7 %. Le BTP-Immobilier progresserait de +4,7 % après le retrait de -10,3 %. Enfin, le commerce connaîtrait une croissance limitée de +1,9 % atténuant le repli de -3,7 %. Ce rebond généralisé ne suffit pas pour renouer avec une trajectoire d'embauches **(-0,5 %)**, mais limite les suppressions de postes dans l'industrie et le BTP-Immobilier. Il permet de reconstituer en partie les emplois serviciels et de consolider ceux du commerce.

INDICATEURS

+51 %
sur la période 2002-2020

+43 %

PERFORMANCES 2020

DEMANDE **+1** (-48)

MARGE **-10** (-36)

TRÉSORERIE **+44** (-4)

PERSPECTIVES 2021 & CLIMAT DE CONFIANCE

RENTABILITÉ 2021 **+10** (+40)

CARNETS DE COMMANDES **+15** (-35)

AVENIR DE L'ENTREPRISE **+48** (-22)

SOLDE D'OPINIONS | (ÉVOLUTION SUR 1 AN)



INDUSTRIE

Principal socle du développement départemental, l'industrie décroche à l'instar du moteur aéronautique. Malgré une reprise annoncée pour la plupart des branches, les destructions d'emplois perdurent en raison de perspectives trop incertaines et en conséquence des PSE engagés.



8%

DES ÉTABLISSEMENTS



20%

DES SALARIÉS
DU DÉPARTEMENT

	ÉVOLUTION DU CA		ÉVOLUTION DES EFFECTIFS		Avenir du Secteur Solde d'opinions
	2020/2019	Prévision 2021	2020/2019	Prévision 2021	
Industries agricoles et alimentaires	- 3,3 %	+ 5,3 %	- 0,1 %	+ 4,0 %	+ 23
Industries des biens de consommation	- 11,2 %	+ 6,9 %	- 2,1 %	+ 1,0 %	+ 0
Construction aéronautique et spatiale	- 32,1 %	+ 8,8 %	- 8,9 %	- 7,3 %	- 4
Industries des équipements mécaniques	- 15,1 %	+ 4,8 %	- 0,6 %	+ 0,3 %	+ 44
Industries des équipements électriques et électroniques	- 5,9 %	+ 5,3 %	- 2,4 %	- 1,7 %	+ 45
Industries des biens intermédiaires	- 12,2 %	- 1,5 %	- 13,0 %	- 1,9 %	+ 9
INDUSTRIE	- 25,2 %	+ 6,2 %	- 7,9 %	- 3,9 %	+ 18

Recul industriel amplifié par la secousse aéronautique

Dans le sillage de l'aéronautique, l'activité industrielle recule de **- 25,2 %** en 2020 effaçant les performances de haut niveau de 2019. Toutes les branches décrochent, celles directement liées à l'aéronautique (- 32,1 %) mais également les industries de biens de consommation grevées par des manques de débouchés. Hors aéronautique et spatial, le repli industriel atteint - 10,2 %. Le recul est ainsi généralisé aux industries des équipements mécaniques, équipements électriques et électroniques et également aux biens intermédiaires utilisés dans la production d'autres biens. Seules les industries agroalimentaires limitent leur baisse malgré l'arrêt de certains débouchés comme la restauration hors foyer, l'évènementiel et les retombées liées au tourisme. L'activité industrielle cumule un déficit de demande inédit, un recul des marges et une rentabilité lourdement détériorée. Seule la trésorerie est soutenue par les PGE. La crise affecte notamment les PME-ETI et les grandes entreprises se traduisant par des destructions d'emplois (**- 7,9 %**).

Reprise limitée pour un retour à la normale différé après 2021

Le rebond de **+ 6,2 %** prévu en 2021 restera insuffisant en raison de trop faibles carnets de commandes pour l'appareil industriel. À l'horizon 2021, seules les industries agroalimentaires, relativement épargnées en 2020 s'inscriraient en progression par rapport à 2019. En focus sur le secteur spatial, les deux donneurs d'ordre toulousains engrangent des commandes importantes soutenant leur activité. La progression par rapport à un très bas niveau d'activité, n'enrayera pas les suppressions d'effectifs salariés qui se poursuivront en 2021 au sein de plusieurs branches. L'industrie continuera à détruire de l'emploi (**- 3,9 %**), baisse à rapprocher des PSE engagés. Les investissements productifs sont à l'arrêt, le plan de relance devrait permettre d'activer de futurs financements en R&D pour préparer l'avenir, notamment pour les filières aéronautique et automobile. Le moral des dirigeants reflète le choc encaissé, toutes les branches industrielles possèdent une vision réservée de l'avenir de leur domaine d'activité comme celui de leur propre entreprise.

INDICATEURS

+66%

sur la période 2002-2020

+16%

PERFORMANCES 2020

DEMANDE

-15 (-49)

MARGE

-15 (-22)

TRÉSORERIE

+46 (+5)

PERSPECTIVES 2021 & CLIMAT DE CONFIANCE

RENTABILITÉ 2021

+12 (+48)

CARNETS DE COMMANDES

+2 (-41)

AVENIR DE L'ENTREPRISE

+38 (-22)

SOLDE D'OPINIONS | (ÉVOLUTION SUR 1 AN)



SERVICES

Au-delà du trou d'air notamment lié au premier confinement, le secteur des services est plus sévèrement impacté sur son pan BtoC par les fermetures administratives et autres contraintes sanitaires.

Les activités BtoB reprennent progressivement sans qu'aucun scénario favorable ne se profile notamment pour les hôtels-café-restaurants dans l'attente de leur réouverture.



52%
DES ÉTABLISSEMENTS



53%
DES SALARIÉS
DU DÉPARTEMENT

	ÉVOLUTION DU CA		ÉVOLUTION DES EFFECTIFS		Avenir du Secteur Solde d'opinions
	2020/2019	Prévision 2021	2020/2019	Prévision 2021	
Transports	- 4,4 %	+ 8,2 %	+ 0,5 %	+ 0,5 %	+ 29
Services aux entreprises, dont :	- 10,9 %	+ 5,0 %	+ 0,1 %	+ 1,3 %	+ 39
Conseil et assistance	- 11,8 %	+ 5,4 %	- 1,9 %	+ 1,0 %	+ 38
Services opérationnels	- 7,6 %	+ 3,1 %	+ 3,3 %	+ 1,8 %	+ 38
Hôtels-café-restaurants (HCR)	- 43,2 %	+ 14,7 %	- 10,7 %	- 2,4 %	- 15
Services aux particuliers	- 19,8 %	+ 8,1 %	- 3,8 %	- 0,5 %	+ 15
SERVICES	- 13,7 %	+ 6,6 %	- 1,4 %	+ 0,7 %	+ 28

BtoB en repli - BtoC soumis aux fermetures administratives et contraintes sanitaires

Le secteur subit d'une part la fragilisation des services aux entreprises notamment affiliés à la filière aéronautique (ingénierie, informatique...), et d'autre part, la pénalisation des services aux particuliers liée aux confinements et toujours soumis à des mesures sanitaires contraignantes. Enfin, les fermetures répétées des hôtels-café-restaurants, traiteurs et acteurs de l'événementiel laissent des professionnels exsangues. Important levier pérenne de notre croissance, le secteur recule de **- 13,7 %** en 2020. L'impact de la crise sur les HCR est sans appel (- 43,2 %). Le tourisme d'affaires métropolitain est durablement stoppé. L'observatoire hôtelier de la grande agglomération toulousaine acte un recul de - 58 % des résultats du parc hôtelier. Grâce aux dispositifs d'aide d'activité partielle, la baisse globale des effectifs salariés est amortie (**- 1,4 %**), les HCR débauchent plus sévèrement (- 10,7 %). Les services aux particuliers ajustent également leurs effectifs en raison d'un recul de près de 20 % de leur chiffre d'affaires. L'année 2020 laisse les entreprises du BtoC asséchées avec une trésorerie et une rentabilité effondrées.

Des perspectives en demi-teinte soumises aux réouvertures administratives

Seule la branche des transports, par l'essor de la messagerie notamment, limite ses pertes et devrait effacer ce trou d'air d'activité dès 2021. À l'inverse, parmi les premiers contributeurs des services BtoB, à savoir l'ingénierie et les services opérationnels (propreté, sureté) ne connaîtraient pas de rebond suffisant pour retrouver des niveaux équivalents à ceux de 2019. Malgré une certaine assise financière, le contexte toujours concurrentiel et les efforts consentis sur les marges rendent ces entreprises plus prudentes pour l'avenir. Les activités HCR et services aux particuliers accusent pour 80 % d'entre eux une baisse de rentabilité en 2020 (vs 49 % tous secteurs confondus) et abordent 2021 en situation financière très fragile et avec des difficultés de trésorerie inédites (44 % des HCR vs 15 % au global). Dans un contexte de tourisme d'affaires déclinant, l'incertitude renforce le risque de défaillance. Sur l'ensemble du secteur les embauches reprendront timidement en 2021 (**+ 0,7 %**) pour assurer le regain d'activité (**+ 6,6 %**), mais seules les activités BtoB embaucheront. À l'inverse, les suppressions de postes perdureront en 2021 pour le BtoC.

INDICATEURS

€ +74%

sur la période 2002-2020

+99%

PERFORMANCES 2020

DEMANDE

-15 (-71)

MARGE

-21 (-51)

TRÉSORERIE

+35 (-5)

PERSPECTIVES 2021 & CLIMAT DE CONFIANCE

RENTABILITÉ 2021

+7 (+50)

CARNETS DE COMMANDES

+4 (-48)

AVENIR DE L'ENTREPRISE

+44 (-25)

SOLDE D'OPINIONS | (ÉVOLUTION SUR 1 AN)



COMMERCE

Les conséquences de la crise sont très différenciées selon la nature du commerce.

Sur l'ensemble du secteur, l'emploi résiste, à l'exception des deux branches en important déficit de débouchés que sont le commerce de détail en équipement de la personne et le commerce de gros.

La reprise mesurée permettra de retrouver croissance et emploi en 2021.



22%

DES ÉTABLISSEMENTS



16%

DES SALARIÉS
DU DÉPARTEMENT

	ÉVOLUTION DU CA		ÉVOLUTION DES EFFECTIFS		Avenir du Secteur Solde d'opinions
	2020/2019	Prévision 2021	2020/2019	Prévision 2021	
Commerce et réparation automobile	- 5,4 %	+ 1,5 %	+ 2,1 %	+ 1,2 %	+17
Commerce de gros, intermédiaires	- 8,5 %	+ 3,0 %	- 1,1 %	+ 1,0 %	+31
Supermarchés, hypermarchés	+ 1,2 %	- 0,5 %	+ 1,0 %	+ 0,6 %	+ 48
Commerce de détail alimentaire	+ 4,3 %	+ 1,2 %	+ 1,7 %	+ 1,2 %	+ 55
Commerce de détail équipement du foyer	- 0,1 %	+ 3,3 %	+ 5,9 %	+ 1,1 %	+ 47
Commerce de détail équipement de la personne	- 9,1 %	+ 6,2 %	- 2,5 %	+ 1,2 %	+ 27
COMMERCE	- 3,7 %	+ 1,9 %	+ 0,8 %	+ 1,0 %	+ 35

Repli généralisé à l'exception des activités dites essentielles

Le bilan d'activité du commerce acte un repli de **-3,7%** des chiffres d'affaires en 2020. Toutes les branches se contractent à l'exception des grandes surfaces et du commerce de détail alimentaire épargnés par les fermetures administratives et bénéficiant d'une demande très élevée. De fortes disparités caractérisent le secteur. À noter les importantes baisses d'activité pour le commerce de gros aux débouchés réduits sur l'ensemble des marchés, le recul marqué de l'équipement de la personne mais également du commerce-réparation automobile. Ces trois branches déstabilisées par les différentes mesures liées à la crise sanitaire font face à une érosion de leur marge et un décrochage de rentabilité. Le commerce-réparation automobile aborde déjà 2021 en baisse de carnets de commandes. L'équipement du foyer et le bricolage résistent mieux. Dans ce scénario pourtant contraint, le commerce est le seul secteur à maintenir ses effectifs. Si l'emploi progresse globalement de **+0,8%**, l'équipement de la personne et le commerce de gros débauchent.

Scenarion de reprise différencié selon les branches

2021 permettrait au secteur du commerce de renouer avec la croissance (**+ 1,9 %**) et de poursuivre les embauches (**+ 1,0 %**). Les activités déficitaires en 2020 connaîtraient les plus fortes améliorations. Après un pic d'activité, les grandes surfaces se recaleront sur un courant d'affaire normal. Les branches du commerce de détail alimentaire, l'équipement du foyer et les grandes surfaces clôtureraient 2021 à un niveau supérieur à celui de 2019. Cette hausse d'activité rétablirait les rentabilités. Malgré des carnets de commandes mieux orientés et l'optimisme de ses dirigeants, le commerce de gros ne compenserait pas de recul de 2020. Les embauches se réaliseront pour toutes les branches, à un rythme mesuré mais positif. La confiance des dirigeants du secteur dans l'avenir de leur entreprise (solde de +57, meilleur niveau sectoriel) s'inscrit dans le prolongement des résultats du dernier semestre 2020 et du 1^{er} trimestre 2021. Cependant, démarré l'année avec un moindre socle d'activité, la confiance des dirigeants du commerce-réparation automobile et équipement de la personne se positionne un cran en-dessous des autres branches.

INDICATEURS



PERFORMANCES 2020

DEMANDE



MARGE



TRÉSORERIE



PERSPECTIVES 2021 & CLIMAT DE CONFIANCE

RENTABILITÉ 2021



CARNETS DE COMMANDES



AVENIR DE L'ENTREPRISE



SOLDE D'OPINIONS | (ÉVOLUTION SUR 1 AN)



BTP IMMOBILIER

Après l'arrêt net de toute activité lors du premier confinement, le secteur a pu instantanément reprendre. Au déficit global de marché acté pour 2020 succède toujours un climat d'incertitude mais d'une autre nature : un manque de perspectives lié à la carence d'appels d'offres, des baisses de mises en chantier autorisées ou commencées, des tensions pour l'accès au crédit et aux effets encore attendus du plan de relance.



18%
DES ÉTABLISSEMENTS



11%
DES SALARIÉS
DU DÉPARTEMENT

	ÉVOLUTION DU CA		ÉVOLUTION DES EFFECTIFS		Avenir du Secteur Solde d'opinions
	2020/2019	Prévision 2021	2020/2019	Prévision 2021	
Bâtiment	-10,6 %	+ 5,1 %	- 3,4 %	- 0,9 %	+ 18
Travaux Publics	-10,6 %	+ 4,0 %	- 1,1 %	- 1,9 %	+ 27
Immobilier	- 8,1 %	+ 3,7 %	+ 3,9 %	- 1,2 %	+ 20
BTP - IMMOBILIER	- 10,3 %	+ 4,7 %	- 2,0 %	- 1,2 %	+ 20

Repli de l'ensemble des activités en déficit de demande

Après six ans de croissance, le secteur BTP-Immobilier accuse en 2020 un recul d'activité de **-10,3%**. Les trois branches sont affectées dans les mêmes proportions. L'emploi en contraction de **-2,0%** se traduit par l'arrêt du recours à l'intérim dans le BTP. Les effectifs permanents sont quant à eux conservés voire renouvelés. Le Bâtiment craignait une décélération, la crise impose un net recul (-10,6%). L'activité bénéficie toutefois de demandes en entretien-rénovation des particuliers mais les chantiers d'amélioration énergétique restent décevants. En cette année d'élection, les Travaux Publics anticipaient un repli d'activité (-1,2%) que la crise a fortement amplifié (-10,6%) ; carence d'appels d'offres et grands projets différés amenuisant leurs débouchés. Les spécialistes des marchés immobiliers, habitués à une croissance de +6% marquent le pas (-8,1%). La promotion souffre du repli de la construction de logements sociaux et des mises en vente, l'immobilier d'entreprise subit la contraction du marché tertiaire et des surfaces de bureaux commercialisées. Pour les agences, les transactions sont toutefois restées assez dynamiques tout comme le marché locatif. La contraction globale d'activité intensifie la concurrence, les marges et la rentabilité sont en baisse.

Incertitude sur le niveau de reprise

Le rebond généralisé d'activité de **+ 4,7%** attendu en 2021 ne restaurerait pas les niveaux de courants d'affaires de 2019 et ne reconstituerait pas les effectifs salariés dont l'érosion se poursuit (**-1,2%**). Le Bâtiment dresse des perspectives favorables malgré quelques incertitudes sur les projets de construction neuve, d'autorisations notamment sur le collectif, et le manque d'appels d'offres pour des locaux publics. Après une année d'élections locales, les Travaux Publics déplorent également une baisse de la commande publique et des appels d'offres. Ces entreprises voient se profiler un trou d'air au premier semestre, une reprise au second. Concernant les spécialistes de l'immobilier, la promotion a été plus pénalisée que les agences immobilières qui retrouveraient un niveau d'activité supérieur à celui de 2019 en 2021. Globalement, le secteur souffre d'un manque de visibilité expliquant le fort recul de confiance des professionnels (solde à + 20, en baisse de 27 pts sur 1 an). Le recours au PGE a toutefois permis d'amortir les difficultés de trésorerie et, au final, 79 % des entreprises conservent une situation financière saine (-10 pts sur 1 an). À l'échelle de leur entreprise, les dirigeants restent optimistes pour deux tiers d'entre eux (vs 80 % l'année précédente).

INDICATEURS



PERFORMANCES 2020

DEMANDE



MARGE



TRÉSORERIE



PERSPECTIVES 2021 & CLIMAT DE CONFIANCE

RENTABILITÉ 2021



CARNETS DE COMMANDES



AVENIR DE L'ENTREPRISE



SOLDE D'OPINIONS | (ÉVOLUTION SUR 1 AN)



FOCUS AÉRONAUTIQUE*

2020 s'inscrit en brutal recul généralisé pour l'ensemble des acteurs de la filière aéronautique. Sous l'effet du ralentissement du trafic aérien, les conséquences sont majeures et destructrices d'emplois en raison d'une activité drastiquement réduite. 2021 connaîtrait un léger redressement de certains marchés auquel la supply chain doit se préparer. Le plan de relance soutient l'enjeu de l'avenir de la filière.



* Echantillon : 114 entreprises représentant 39 000 emplois

	ÉVOLUTION DU CA		ÉVOLUTION DES EFFECTIFS		Avenir du Secteur Solde d'opinions
	2020/2019	Prévision 2021	2020/2019	Prévision 2021	
Industrie	- 33,4 %	+ 11,8 %	- 11,4 %	- 7,6 %	+2
Services	- 28,6 %	- 4,1 %	- 6,1 %	- 2,4 %	+ 27
FILIÈRE AÉRONAUTIQUE	- 33,0 %	+ 10,4 %	- 9,9 %	- 6,1 %	+ 6

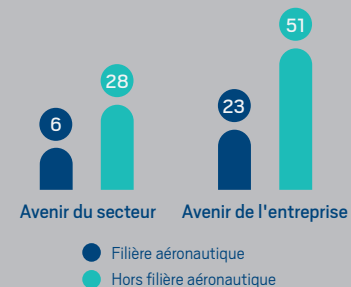
Choc violent étendu à l'ensemble de la filière

Après une année 2019 record, la filière aéronautique subit en 2020 la violence du choc de la pandémie mondiale. Au bilan, l'impact est généralisé, la baisse d'activité affecte les entreprises du secteur industriel (-33,4%) de la filière, comme celles des services (-28,6%). Marchés fortement réduits et concurrence soutenue dégradent les marges des acteurs de la filière et condamnent leur rentabilité. La situation financière des entreprises se détériore mais résiste pour 74 % des dirigeants (-7 pts sur 1 an). L'investissement productif se contracte significativement ; les efforts préalablement réalisés sur les capacités de production apportent à ce jour un potentiel largement suffisant compte tenu de la baisse d'un tiers des cadences. Habituellement pourvoyeuse d'emplois, la filière perd près de 10 % de ses salariés. Les suppressions sont plus marquées pour l'industrie que pour les services avec, en premier lieu, l'arrêt de l'intérim. Les dispositifs d'activité partielle ont parallèlement permis de contenir certaines destructions d'effectifs. Si les perspectives industrielles s'inversent en 2021 (+11,8%), les services associés ne connaîtraient pas ce retournement favorable de croissance et souffriraient d'une deuxième année de repli de leurs chiffres (-4,1%). En 2021, l'emploi se contracterait à nouveau sur l'ensemble de la filière (-6,1%), notamment pour les acteurs industriels.

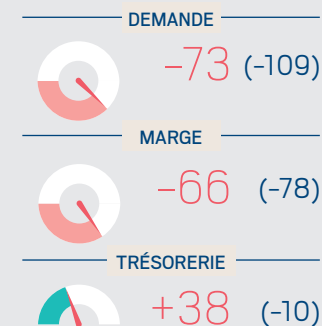
Préparation de l'avenir de la filière

L'absence de visibilité de reprise du trafic aérien international et l'avenir incertain des compagnies aériennes conditionnent les commandes et livraisons d'appareils. Les hypothèses actuelles tablent sur le maintien de la production à court terme qui pourrait légèrement augmenter fin 2021. Sans reprise nette avant 2022, les cadences restent suspendues au trafic aérien domestique de quelques zones géographiques au niveau mondial. 2021 se place en année charnière permettant de retrouver de meilleure rentabilité après une année dévastée. À moyen terme, l'enjeu est de maintenir le niveau d'activité de 2020 des constructeurs et de préparer la remontée progressive des cadences de la supply chain. Le plan de relance scelle quant à lui, l'avenir de la filière à plus long terme, misant sur des avions propres en rupture technologique, permettant la décarbonation de la flotte mondiale en accord avec les enjeux de transition écologique et les exigences des compagnies aériennes. La confiance des entreprises, tirant habituellement l'économie départementale, s'est effondrée (-40 pts sur 1 an). Les acteurs de la filière sous perfusion restent extrêmement prudents. Les dirigeants gèrent la crise, activent les aides de trésorerie (PGE), ajustent leurs effectifs et s'inscrivent dans le plan de relance en soutien à la transformation de la filière et aux projets de R&D et d'innovation.

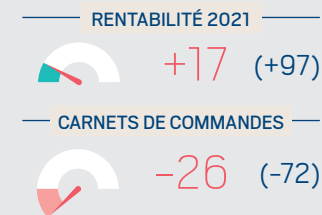
INDICATEURS



PERFORMANCES 2020



PERSPECTIVES 2021



SOLDE D'OPINIONS | (ÉVOLUTION SUR 1 AN)

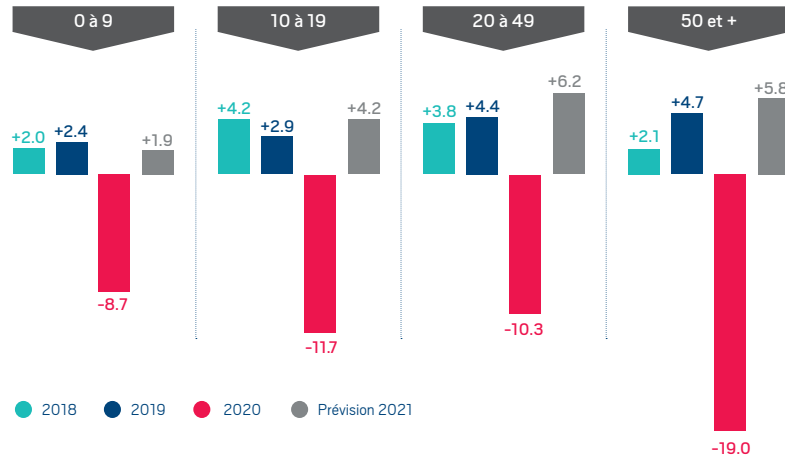


ANALYSE PAR TAILLE D'ENTREPRISE

2020 signe le coup d'arrêt de 4 années de bilan positif croissance-emploi partagé par toutes les tailles d'entreprise. La récession impacte plus fortement les structures au-delà de 50 salariés au sein desquelles les destructions d'emplois s'opèrent et dont les perspectives d'un retour à la normale sont différées à moyen voire long terme.



ÉVOLUTION DU CA (EN %)



Facteur taille défavorable à l'activité des grandes entreprises

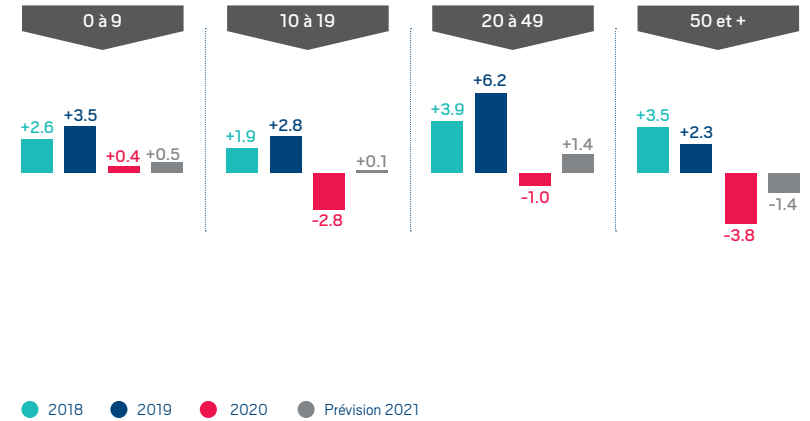
En 2020, les courants d'affaires se contractent quelle que soit la taille de l'entreprise. L'impact de la crise est gradué ; les difficultés d'autant plus fortes que la structure est grande. Les entreprises de plus de 50 salariés payent un plus lourd tribut en termes de baisse de chiffre d'affaires (-19,0 %). L'impact reste important pour les PME de 10 à 49 salariés (-11 %), il s'établit à -8,7 % pour les TPE. L'onde de choc se diffuse, directement en lien avec les difficultés de l'industrie, les grandes entreprises font face à un recul inédit de la demande et des conditions de concurrence exacerbées. Les TPE subissent également

un tassement de la demande et de leur rentabilité. Seulement 69 % témoignent d'une situation financière saine (vs 75 % au global), 20 % affirment leurs difficultés de trésorerie. Les petites structures exerçant dans la sphère des services sont particulièrement fragilisées.

Reprise relative pour toutes les tailles d'entreprise

Le rebond des volumes d'affaires (+5,1 %) attendu en 2021 serait plus particulièrement porté par les entreprises les plus impactées en 2020 ; celles de plus de 10 salariés, mais sans pour autant rattraper le niveau d'avant crise. En 2021, les chiffres d'affaires des TPE ne progresseraient que de +1,9 % ; contraints par des carnets de commandes

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS (EN %)



encore insuffisants, elles ne connaîtraient qu'une faible amélioration de leur rentabilité. Malgré le choc économique subi, trois quarts des dirigeants d'entreprises de plus de 20 salariés témoignent de situations financières saines (-10 pts sur 1 an). Une évolution favorable de leur rentabilité devrait contrecarrer les faiblesses de 2020. Les carnets de commandes des PME et grandes entreprises, bien que comparativement les mieux garnis demeurent en fort repli. Le moral de leurs dirigeants s'est significativement dégradé.

Deux ans de destructions d'emplois au sein des grandes structures

En variable d'ajustement, les effectifs salariés évoluent également selon la

taille de l'entreprise. Les TPE réussissent globalement à préserver l'emploi (+0,4 %), avec des embauches notables dans le BTP-Immobilier. À l'inverse, au-delà de 10 salariés, les entreprises débauchent. Les structures de plus de 50 salariés suppriment d'abord les emplois intérimaires. La réduction globale de leurs effectifs est plus forte (-3,8 %) et porte sur un volume d'emplois plus important. En 2021, les grandes entreprises poursuivraient les suppressions de postes, sur un rythme toutefois moins élevé (-1,4 %), en application des PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi) en particulier dans la filière aéronautique. De leur côté, les entreprises de moins de 20 salariés stabiliseraient leurs effectifs. Au final, seules les PME de 20 à 49 salariés embaucheraient (+1,4 %).

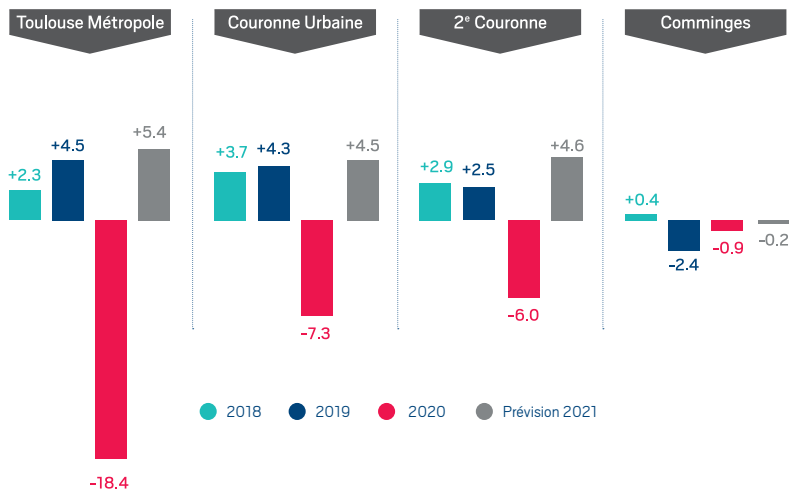


APPROCHE TERRITORIALE

Les difficultés rencontrées par les principaux moteurs départementaux que sont l'industrie aéronautique et les services se retrouvent principalement sur le territoire métropolitain où l'activité et l'emploi se concentrent. L'arrêt brutal d'une croissance soutenue depuis cinq ans se propage en 1^{ère} et 2^e couronnes. Seul le sud du département reste plus préservé.



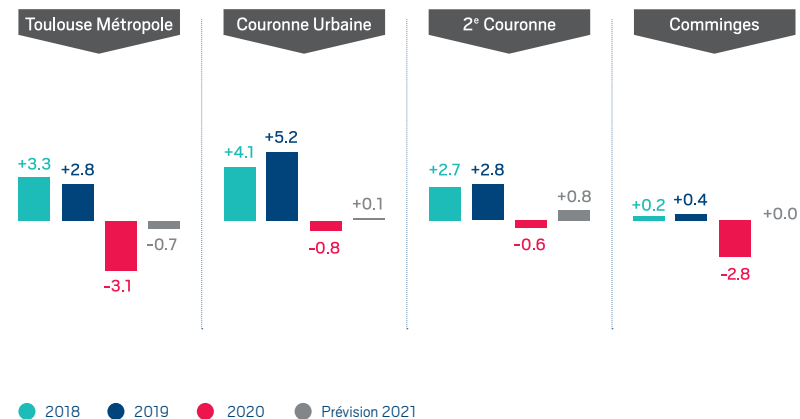
ÉVOLUTION DU CA (EN %)



La métropole toulousaine plus durement touchée par la crise économique

Les entreprises situées sur le périmètre de la métropole voient en 2020, leurs volumes d'affaires se contracter fortement (-18,4 %), repli se diffusant en 1^{ère} et 2^e couronnes (respectivement -7,3 % et -6,0 %). L'activité industrielle est la plus impactée suivie par celle des services BtoB. Cette récession se répercute sur l'emploi métropolitain (-3,1 %), les ajustements sont globalement moindres en 1^{ère} et 2^e couronnes (-0,8 % et -0,6 %). La métropole et sa 1^{ère} couronne connaissent plus particulièrement un repli de près de -8 % de l'emploi industriel. Le BTP-Immobilier réduit également ses effectifs, seul le commerce parvient à conserver ses salariés. La métropole toulousaine prévoit un rebond d'activité +5,4 % en 2021.

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS (EN %)



Résistance de l'activité au sud du département

L'activité des entreprises du Comminges n'est que peu dégradée par la crise (-0,9 %). Sur ce territoire moins concurrentiel, la demande résiste mieux que sur le reste du département. Contrairement à la métropole, l'industrie s'y maintient (+1,5 %) tout comme le commerce (+0,7 %). Après 3 années de stabilisation de l'emploi, tous les secteurs réduisent leurs effectifs (-2,8 %), principalement dans les services et le BTP-Immobilier. Les chefs d'entreprise se montrent particulièrement prudents, anticipant une nouvelle année de carence de croissance. Le manque de visibilité limite la confiance en l'avenir de leur entreprise. Dans ce contexte, les prévisions tablent néanmoins sur une stabilisation du volume d'affaires (-0,2 %) permettant de préserver l'emploi actuel.



MÉTHODOLOGIE

Cette enquête de conjoncture menée conjointement avec la Banque de France a pour objectif d'apprécier annuellement la perception des chefs d'entreprise vis-à-vis de leur environnement économique et de mesurer les évolutions de l'activité et de l'emploi sur le département de la Haute-Garonne.

NOS REMERCIEMENTS VONT AUX

1816
RÉPONDANTS

QUI REPRÉSENTENT

87 000
SALARIÉS

La 19^e édition a permis de recueillir 1 816 questionnaires, du 4 au 28 janvier 2021, auprès d'un échantillon représentatif (taille, activité et territoire) d'entreprises ressortissantes de la CCI Toulouse Haute-Garonne. Le plan d'échantillonnage a été établi à partir de la méthode des quotas. Pour sélectionner et classer les entreprises par activité, nous utilisons la nomenclature NAF rév.2 en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008. Basé sur 368 segments, ce plan d'échantillonnage résulte du croisement de :

4
zones géographiques
en Haute-Garonne

23
branches d'activités
issues de la NAF

4
tranches d'effectifs salariés
de 0 à 9, de 10 à 19, de 20 à 49,
50 salariés et plus.

Précisions quant au contenu de certaines branches d'activités



Industries des biens de consommation

Activités industrielles liées à l'habillement, l'édition, la parfumerie ou l'équipement du foyer.



Industries des biens intermédiaires

Production de biens destinés à être réutilisés pour produire d'autres biens (textile, bois, chimie et métallurgie).



Conseil et assistance

Activités informatiques, juridiques, comptables et de conseil de gestion, ingénierie et publicité.



Services opérationnels

Majoritairement constitués de services relatifs à la sûreté ou la propreté.



Services aux particuliers

Activités audiovisuelles, culturelles, services domestiques et autres services personnels (coiffure, soins de beauté...).

Les entreprises de l'agriculture, l'éducation-santé-action sociale, très minoritairement ressortissantes de la CCI Toulouse Haute-Garonne, n'entrent pas dans le cadre de l'étude. Les industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution, sont également exclues du champ de l'industrie. Les établissements bancaires et financiers, dont les évolutions d'activité ne peuvent pas être interprétées de la même façon que dans les autres secteurs, ne sont pas interrogés.

Les indicateurs sont formulés en solde d'opinions : différence entre les % d'avis positifs et négatifs.

Les écarts par rapport à l'année précédente figurent entre parenthèses +10 (-5).

Les effectifs salariés comprennent les salariés permanents et le personnel intérimaire.



Suivez-nous



@CCI31



@CCIToulouse



CCI Toulouse
Haute-Garonne

diccit

Rejoignez la communauté des lecteurs du magazine économique de la CCI Toulouse Haute-Garonne.

www.toulouse.cci.fr



Aller plus loin

Retrouvez en ligne notre offre de services à destination des créateurs d'entreprise et des dirigeants et toute l'actualité économique du territoire et des entreprises via nos publications.

www.toulouse.cci.fr